

Les aventures de Total Kouchner en Birmanie...

jeudi 27 septembre 2007, par [Free Warriors](#) (Date de rédaction antérieure : 18 décembre 2003).

Total, qui depuis août 2002, fait l'objet en France d'une plainte pour travail forcé en Birmanie, a appelé Bernard Kouchner, l'ex-ministre de la Santé du gouvernement socialiste fondateur de MSF, à la rescousse..

En mars, le géant pétrolier a commandé un rapport à sa société, BK Conseil.

Bernard Kouchner s'est donc rendu sur place pendant quelques jours, afin de voir le site du gazoduc construit par Total et achevé en 1998.

Sur l'essentiel, c'est-à-dire le travail forcé des populations locales dont Total est accusé d'avoir profité vers 1995, Kouchner reprend l'argumentaire bien rodé du pétrolier :

"Le chantier a employé 2 500 personnes.

Toutes bénéficièrent d'un contrat écrit, de salaires réguliers, d'une protection sociale et de normes reconnues."

Des travaux forcés ?

Il ne s'agissait que d'une confusion avec le chantier voisin d'une voie ferrée où « *il est probable que des travaux forcés aient malmené les populations* ».

« *N'oublions pas, ajoute Kouchner pour ponctuer son paragraphe, que pour détestable qu'il soit, le recours au travail forcé est une coutume ancienne, qui fut même légalisée par les Anglais en 1907.* »

Dans son rapport, payé selon les sources 12 500 ou 25 000 euros par Total, Kouchner se prononce pour l'engagement constructif avec la dictature : « *Fallait-il répondre aux appels d'offre et installer ce gazoduc en Birmanie ? Je le crois.* »

Et de conclure : « *L'époque n'est plus à l'embargo et au boycott.* »

Position en totale contradiction avec ses convictions d'antan.

Dans la préface de Dossier noir Birmanie (Ed. Dagorno, 1994), où il qualifiait la junte de « narcodictature », il reprenait à son compte l'idée selon laquelle « il faut imposer à la junte birmane des sanctions économiques ».

De fait *Le nouvel Obs* titre : **Kouchner fait écran Total sur le travail forcé en Birmanie** ou : **Payé par Total, Kouchner blanchit Total en Birmanie.**

Et *l'Humanité* : **Ils ont osé le faire. Kouchner : mensonge sans frontière...**

Une étude confidentielle, commandée dès 1992 par Unocal, le partenaire américain de Total, à

Control Risks Information Services, avertissait le pétrolier : " *Dans toute la Birmanie, le gouvernement utilise habituellement des travailleurs forcés pour construire les routes (...).*

Dans de telles circonstances Unocal et ses partenaires n'auront qu'une marge de manœuvre très réduite. "

Face aux critiques l'ancien ministre répond : Je n'ai accepté la mission proposée par Total dans le cadre de mes activités de consultant international qu'après m'être rendu en Birmanie dans la zone du pipeline.

Comme tous les militants et les professionnels des droits de l'homme, je reste profondément convaincu de la nature dictatoriale et odieuse du régime militaire birman et je n'ai pas écrit le contraire.

Ma conviction s'énonce simplement : l'armée birmane a utilisé le travail forcé, comme à son habitude dans la zone du pipeline, là même où travaille Total.

La compagnie l'a constaté au début du chantier, elle est intervenue pour faire cesser ces pratiques et elle a indemnisé elle-même directement les Birmans qui en avaient subi les effets.

L'armée a-t-elle abandonné ces habitudes ? Certainement pas et il faut continuer de les dénoncer.

La compagnie française a-t-elle employé les mêmes scandaleuses méthodes ?

Je ne le crois pas, pour être allé plusieurs fois sur place, pour avoir interrogé de nombreux villageois, de nombreuses ONG en Birmanie et ailleurs dans le monde et avoir sérieusement pris connaissance de la littérature publiée à ce propos.

Que des témoins, en particulier des réfugiés, parlent de ces exactions et confondent la zone de Total avec celle du chemin de fer construit au même moment par les militaires, je le conçois, bien sûr.

Aucun témoin n'a pris contact avec moi à propos du travail forcé. S'ils existent, je les recevrai volontiers.

On s'élève contre Total parce qu'on se trompe de débat.

Si on souhaite que Total se retire de Birmanie et laisse la place aux autres compagnies qui seront moins soucieuses des réglementations du travail, il faut le dire ; ça a été fait à plusieurs reprises avec des résultats décevants mais c'est un autre problème, celui du boycott, qui n'a nulle part été efficace sans frapper les plus pauvres.

C'est l'éternel problème de la moralité et du business...

L'entreprise Total fait l'objet d'une plainte déposée en 2002 devant le tribunal de Nanterre par six Birmans. Affirmant avoir été recrutés pour effectuer du travail forcé au profit du géant pétrolier au milieu des années 90, ils sont actuellement réfugiés dans un pays d'Asie du Sud-Est.

Libération s'est procuré des témoignages versés à la procédure, produits par des soldats birmans, non identifiés afin de les protéger.

Ils réfutent le rapport de Bernard Kouchner blanchissant les activités de Total en Birmanie.

Soldat X : « *Aujourd'hui, 16 novembre 2002, je tiens à vous faire part de mon témoignage dont les détails sont décrits ci-dessous.* » *Nous avons reçu l'ordre de notre commandant, le lieutenant*

colonel Than Win, de nous occuper de la compagnie Total. Nous nous sommes préparés pour le voyage et avons réquisitionné 150 travailleurs forcés. (...) Nous avons fait travailler les ouvriers pour la construction d'une piste d'atterrissage. (...) Parmi les travailleurs forcés de la piste qui étaient malades, deux sont morts.

Total ne procurait ni médecin, ni soin, ni médicament. Un responsable de Total indiquait à notre commandant, sur une carte de la région, où devaient se rendre les travailleurs. (...)

Quand nous avons terminé notre travail, les officiers de la société Total ont pris des photos de notre travail à partir de l'hélicoptère. (...) Entre la société Total et l'armée existaient des liens solides. L'armée envoyait et commandait les travailleurs sous la responsabilité de Total."

Annie Faure est Chargée de mission sur la Birmanie à la FIDH :

" La juge d'instruction dans l'affaire des accusations d'emploi de travailleurs forcés en Birmanie par Total, travaillait au cabinet de Kouchner quand ce dernier était ministre de la Santé.

En demandant à Bernard Kouchner de faire se rapport, Total fait jouer la hiérarchie : il était ministre, elle était subalterne, il est donc plus crédible qu'elle.

Total doit se sentir acculé pour réussir à trouver Kouchner et à lui faire faire ce rapport.

Ils ne doivent plus savoir quoi faire. Quand j'ai appris ça, j'étais scandalisée. Son rapport est truffé de mensonges et se met au service de Total.

Dans son rapport, Bernard Kouchner innocente Total et indique que l'entreprise a permis des progrès dans le domaine de la santé...

- Globalement il reprend les arguments des chargés de communication de Total sur les « îlots géniaux » en Birmanie.

Selon lui, 43.000 personnes sont en bon état grâce à Total. C'est vrai, mais Bernard Kouchner fait également de nombreuses omissions. Il y a 48 millions de personnes en Birmanie qui souffrent de la junte. Or cette junte est nourrie par l'argent de Total, qui lui permet de s'armer contre l'opposition birmane.

D'autre part, Kouchner n'a pas vu les victimes des chantiers de Total. Ca lui était pourtant facile de le faire.

Il n'a même pas rencontré les victimes qui sont en France ! Pendant deux mois (temps passé par Bernard Kouchner à faire son rapport), Bernard Kouchner a fait une plaidoirie pro Total.

Quand il dit que les enfants n'ont pas pu déplacer les Pipe Line, c'est ridicule, même un adulte ne pourrait pas le faire !

Les accusations portent sur le débroussaillage des endroits faits par des enfants.

Ce rapport est une opération vénale pure. Bernard Kouchner n'a pas du se rendre compte à quel point il faisait une bêtise en l'écrivant.

Quand Bernard Kouchner écrit dans son rapport que les victimes sont anonymes, c'est ridicule.

Bien évidemment que les victimes ont donné leurs noms, leurs situations... La plainte a été reconnue. C'est important.

En France on ne lance pas une instructions quand les accusateurs sont peu fiables..."

Mais quelle mouche a donc piqué Bernard Kouchner ? Ses détracteurs évoquent... le besoin !

Peut être que sa très prestigieuse chaire aux Arts et métiers ne lui suffit pas pour finir le mois...

Depuis que la droite est revenue au pouvoir, il a cédé sa place au ministère de la Santé au libéral Jean-François Mattei.

Et comme il n'a jamais été député, il n'a pas même pu se replier sur les bancs de l'Assemblée nationale.

Comme ce gastro-entérologue n'allait tout de même pas reprendre ses consultations ou vivre aux crochets de sa femme, il lui fallait bien ouvrir un cabinet de conseils...

Face à la tempête qu'il a déclenchée, Kouchner se cabre. « *Que ceux qui me critiquent aillent là-bas au lieu de parler depuis leur fauteuil* », tonne-t-il.

Le *hic*, c'est que parmi ceux qui le critiquent ne figurent pas seulement des habitués des salons parisiens.

L'adversité ? Ce n'est pas la première fois que l'ancien administrateur civil de l'ONU au Kosovo y est confronté. Combien raillent depuis des années son côté « secours cathodique » ?

Cette fois seulement, il ne s'agit plus seulement de style, mais de crédibilité, car la « mission Total » pourrait lui coûter cher...

L'homme a bâti sa réputation sur sa bonne foi. Et l'image était jusqu'ici son meilleur capital...

Décidément en vieillissant les anciens ministres socialistes semblent avoir d'énormes besoins d'argent, à ce sujet inutile de tenir grief à Total aux abois d'avoir voulu se payer les services d'une caution morale de luxe.

On ne peut acheter que ce qui est à vendre...

Le rapport de Bernard Kouchner :

<http://birmanie.total.com/fr/public...>

P.-S.

* Paru sur <http://www.freewarriors.org/editorial31.htm>